

Direction de la coordination interministérielle  
et appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024-12-03.00002

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Société LOGITIA  
1527 route du Canal  
82700 Montbartier

mise à jour de la situation administrative de l'entrepôt

Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** les décrets modifiant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut seveso seuil haut paru au bulletin officiel du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 10 mars 2017 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2009 modifié autorisant la société LOGITIA à exploiter sur le territoire de la commune de Montbartier un entrepôt logistique ;

**Vu** la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du 14 février 2024 transmise le 9 avril 2024 intégrant une mise à jour de la situation administrative au regard des évolutions de la nomenclature ;

**Vu** l'étude de dangers version 2024-02 datée de février 2024 transmise en juillet 2024 ;

**Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 7 novembre 2024 novembre 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 19 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les réponses du demandeur transmises par courrier en date du 29 novembre 2024 sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ;

**Considérant** que la société LOGITIA a remis un réexamen quinquennal de son étude de dangers conformément à l'article R.515-98 du Code de l'environnement et que ce réexamen conclut à la nécessité de mise à jour de l'étude de dangers ;

**Considérant** que la notice de réexamen contient les éléments suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettre l'appréciation du caractère approprié des mesures de maîtrises des risques du site, de l'acceptabilité des risques générés, et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement, compte tenu des mesures de maîtrise des risques du site et des mesures prises par les pouvoirs publics ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er : Exploitant**

La société LOGITIA dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 24 Avenue Marcel Dassault 31079 Toulouse Cedex 5 est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées 1527 route du Canal sur le territoire de la commune de Montbartier (82700).

### **ARTICLE 2 :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers version 2024-02 datée de février 2024.

### **ARTICLE 3 :**

L'article 6.1.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n° 2009-1766 en date du 25 novembre 2009 autorisant la société INVIVO à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme logistique située 1527 route du Canal à Montbartier (82700) est remplacé par l'article suivant :

#### **« 6.1.1 – Réexamen de l'étude de dangers (EDD)**

*Sans préjudice des dispositions de l'article R. 515-98 du Code de l'environnement, le prochain réexamen de l'étude de dangers est transmis au Préfet au plus tard le 14 avril 2029. Il est transmis en version imprimée et également sous forme dématérialisée.*

#### **a. Contenu et objectif du réexamen de l'EDD**

*Dans le réexamen de son étude de dangers, en s'appuyant sur l'avis ministériel du 8 février 2017 précité, l'exploitant statue sur le caractère approprié :*

- des mesures de maîtrise des risques (MMR) de prévention ou de protection :
  - le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ;*
  - la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;**
- des conclusions de l'EDD ;*
- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD.*

Si la validité d'un de ces points est remise en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD, complète ou partielle en fonction des installations concernées.

À l'issue du réexamen de son étude de dangers, l'exploitant :

- s'assure que le site reste compatible avec son environnement compte tenu des mesures prises par l'exploitant (mesures de maîtrise des risques [MMR]) et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter à connaissance...),
- identifie les améliorations possibles dans la maîtrise des risques technologiques.

Si le réexamen conduit à réviser l'étude de dangers, l'exploitant élabore la révision de l'étude de dangers selon les dispositions prévues par l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé. Elle contient à minima les informations listées à l'annexe III de cet arrêté. L'analyse de risques et l'étude de dangers sont réalisées en tenant compte, le cas échéant, des préconisations de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003. Dans ce cas, l'exploitant joint à cette étude un document comprenant une liste et un échéancier de mise en œuvre des mesures exposées dans l'étude de dangers concourant à la réduction du risque et à l'amélioration de la sécurité au sein de l'établissement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un plan d'actions et un état d'avancement de la mise en œuvre de ces mesures.

#### **b. Formalisme du réexamen de l'EDD**

L'exploitant formalise le passage en revue de l'ensemble des critères énumérés au point II de l'avis ministériel précité sous la forme d'une notice de réexamen, dans laquelle il conclut sur la nécessité de réviser l'étude de dangers, de la mettre à jour ou alors sur l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente version.

En cas de révision, l'EDD révisée est jointe à la notice. Cette dernière décrit les modifications importantes apportées à l'occasion de la révision.

En l'absence de révision de l'EDD, si celle-ci a néanmoins été mise à jour, elle est jointe par l'exploitant à la notice de réexamen. Les modifications apportées sont identifiées (soit dans la notice, soit dans l'EDD mise à jour).

En cas de révision ou de mise à jour de l'EDD, l'exploitant examine les modifications à apporter au POI, à sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) et au SGS. L'ensemble de ces éléments est présenté dans la notice de réexamen.

Si aucun changement n'est apporté à l'EDD, seule la notice de réexamen est adressée par l'exploitant. »

#### **ARTICLE 4 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-1766 en date du 25 novembre 2009 autorisant la société INVIVO à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme logistique située 1527 route du Canal à Montbartier (82 700) est remplacé par l'article suivant :

##### **« Article 2 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

La société LOGITIA S.A.S est autorisée sous réserve des prescriptions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme logistique située 1527 route de Canal à Montbartier (82700), comportant les installations suivantes visées à la nomenclature des installations classées :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Volume d'activité</b>	<b>Régime</b>
1436	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, à l'exception des boissons alcoolisées.	1 160 t (1)	A
1450	Stockage ou emploi de solides inflammables.	40 t	A
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.	4 180 t (2) de combustible 50 770 m <sup>3</sup>	E
2925	Atelier de charge d'accumulateurs électriques	2 ateliers de charge : 23 kW et 30 kW	D
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux		A
4110	Toxicité aiguë catégorie 1 1. Substances et mélanges solides 2. Substances et mélanges liquides	32 t 32 t	A (SH)
4120 4130 4140	Toxicité aiguë catégorie 2 Toxicité aiguë catégorie 3 Toxicité aiguë catégorie 3 1. Substances et mélanges solides 2. Substances et mélanges liquides	63 t (3) 51 t (4)	A (SB)
4331	Substances (aérosols et liquides) inflammables	1 160 t (1)	A
4510 4511	Substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique	3880 t (2) 3880 t (2)	A (SH)

*SSH : Seveso Seuil Haut, SSB : Seveso Seuil Bas, A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration Contrôlée, D : Déclaration*

(1) 1436 + 4331 : 1 160 t en considérant une densité moyenne de 1.

(2) Dans la limite de 3 880 t pour l'ensemble des quantités de produits dangereux dont les produits phytosanitaires, stockés au titre des rubriques 4510, 4511 et 1510.

(3) 4120-1 + 4130-1 + 4140-1 < 63 t

(4) 4120-2 + 4130-2 + 4140-2 < 51 t

Les matières relevant des rubriques 1530, 2662 et 2663 ne sont pas classées car déjà prises en compte pour le classement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.

## **ARTICLE 5 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 : Publicité**

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 7 : Notification – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée au chef de l'unité interdépartementale de la DREAL 82/46, au maire de Montbartier et sera notifiée à la société LOGITIA.

Montauban, le 3 DEC. 2024

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale

Edwige DARRACQ

### Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.